

Brochure n° 3341

Convention collective

**IDCC : 2615. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Pyrénées-Atlantiques et Seignanx)**

ACCORD DU 9 JUILLET 2013
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
ET AUX PRIMES AU 1^{ER} JUILLET 2013

NOR : ASET1351021M
IDCC : 2615

Entre,

L'UIMM Adour,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

conformément aux dispositions légales relatives à la négociation collective, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Le présent accord, qui se réfère aux clauses générales et particulières de la convention collective de la métallurgie des Pyrénées-Atlantiques et du Seignanx du 28 septembre 2006 modifiée par avenant du 18 juillet 2011 et à l'accord national professionnel du 21 juillet 1975 sur la classification, est conclu ce jour et porte effet à dater du 1^{er} juillet 2013.

Article 1^{er}

Les nouveaux barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques fixés ci-dessous seront sans répercussion sur les salaires réels actuels si ceux-ci sont supérieurs ; c'est-à-dire que les entreprises pratiquant des salaires réels actuellement supérieurs aux nouveaux barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques n'auront aucune répercussion à prévoir sur les salaires réels.

Article 2

En application des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail concernant les conventions collectives, les barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques pour les Pyrénées-Atlantiques, seront obtenus en multipliant les coefficients hiérarchiques par la valeur du point fixée à 5,30 € à compter du 1^{er} juillet 2013, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Un barème particulier majoré de 5 % s'applique aux ouvriers.

Un barème particulier majoré de 7 % s'applique aux agents de maîtrise d'atelier.

Article 3

Les rémunérations minimales hiérarchiques du barème joint en annexe comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 4

La prime d'ancienneté est calculée dans les conditions ci-après sur le barème des rémunérations minimales hiérarchiques :

- 2 % après 2 ans ;
- 3 % après 3 ans ;
- 4 % après 4 ans ;
- 5 % après 5 ans ;
- 6 % après 6 ans ;
- 7 % après 7 ans ;
- 8 % après 8 ans ;
- 9 % après 9 ans ;
- 10 % après 10 ans ;
- 11 % après 11 ans ;
- 12 % après 12 ans ;
- 13 % après 13 ans ;
- 14 % après 14 ans ;
- 15 % après 15 ans.

Cette prime, calculée séparément et en proportion directe de l'horaire de travail, s'ajoute aux appointements réels de l'intéressé.

La prime d'ancienneté devra figurer, à part, sur le bulletin de paie.

Article 5

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties signataires et pour le dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail, à la direction des relations du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe des conseils des prud'hommes de Bayonne et de Pau dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent accord selon la procédure prévue aux articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Pau, le 9 juillet 2013.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Grille des salaires minimaux hiérarchiques au 1^{er} juillet 2013

Base : 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	GRILLE		CLASSIFICATION			SALAIRE MINIMUM HIÉRARCHIQUE		
	Echelon	Coefficient	Administratifs et techniciens	Ouvriers	Maîtrise	Valeur du point		
						ATAM 5,30	Ouvriers ⁽¹⁾ 5,57	Maîtrise d'atelier ⁽²⁾ 5,67
I	1	140		O1		742,00	779,10	
	2	145		O2		768,50	806,93	
	3	155		O3		821,50	862,58	
II	1	170		P1		901,00	946,05	
	2	180				954,00		
	3	190		P2		1 007,00	1 057,35	
III	1	215		P3	AM1	1 139,50	1 196,48	1 219,27
	2	225				1 192,50		
	3	240		TA1	AM2	1 272,00	1 335,60	1 361,04
IV	1	255		TA2	AM3	1 351,50	1 419,08	1 446,11
	2	270		TA3		1 431,00	1 502,55	
	3	285		TA4	AM4	1 510,50	1 586,03	1 616,24
V	1	305			AM5	1 616,50		1 729,66
	2	335			AM6	1 775,50		1 899,79
	3	365			AM7	1 934,50		2 069,92
(1) Barème comprenant la majoration de 5 % prévue par l'accord national du 30 janvier 1980 et l'avenant du 4 février 1983. (2) Barème comprenant la majoration de 7 % prévue par le protocole d'accord national du 30 janvier 1980.								